

## Les Canadiennes et Canadiens comptent maintenant plus que jamais sur votre leadership pour réduire la pauvreté

Le 27 juillet 2009

L'honorable Jean Charest  
Premier ministre du Québec  
Édifice Honoré-Mercier  
3<sup>e</sup> étage  
835, boul. René-Lévesque Est  
Québec QC G1A 1B4

Monsieur,

Le Canada a été plongé dans une récession mondiale plus sévère que tout autre ralentissement économique depuis la Grande Crise. Les citoyennes et citoyens comptent maintenant plus que jamais sur votre vision, votre compassion et votre leadership.

Les pourparlers à venir des premiers ministres constituent une occasion vitale de lancer un plan de relance économique pour réduire la pauvreté, empêcher plus de Canadiennes et Canadiens de sombrer dans la pauvreté et stabiliser toutes les économies provinciales du Canada.

La récession a frappé le Canada en octobre dernier et, depuis, environ 370 000 Canadiennes et Canadiens ont perdu leur emploi. Cependant, le programme fédéral d'assurance-emploi (AE) ne répond pas aux besoins de la moitié (52 %) des sans-emploi du pays.

En tant que premiers ministres, les conséquences de cette récession reposent carrément sur vos épaules. Sans un programme d'AE adéquat, les sans-emploi au Canada devront se tourner vers l'aide sociale, les banques alimentaires, les refuges pour sans-abri et d'autres programmes provinciaux que financent les provinces. Les taux de pauvreté au sein de votre province ne peuvent que grimper – à une vitesse vertigineuse dans certaines régions.

Il existe un manque de leadership au palier fédéral depuis trop longtemps. Nous vous exhortons à faire tout ce qu'il faut pour amener le gouvernement fédéral à discuter, et à agir de façon concertée et coordonnée pour résoudre le problème de la pauvreté avant qu'il ne s'aggrave. Selon un sondage de la firme Environics, 89 % des Canadiennes et Canadiens sont d'avis que le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces doivent établir un ensemble d'objectifs et un calendrier concrets pour réduire le nombre de citoyennes et citoyens canadiens qui vivent dans la pauvreté.

À l'heure actuelle, quatre enfants sur dix qui vivent dans la pauvreté ont au moins un parent qui travaille à plein temps. Malheureusement, il existe peu de soutiens du revenu pour cette famille lorsque le parent perd son emploi ou ne peut pas trouver de travail. Au cours des récessions des années 80 et 90, les gouvernements offraient de meilleurs et plus nombreux soutiens. Le programme d'assurance-emploi et des programmes provinciaux d'aide sociale étaient disponibles et accessibles, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Neuf mois ont passé depuis le début de la récession et le Canada n'est toujours pas prêt à y faire face. Le filet de sécurité émietté pour les enfants canadiens et leurs familles n'empêche pas bon nombre d'entre eux de sombrer dans la pauvreté – ce qui crée des problèmes plus sérieux au cours de cette récession par rapport aux ralentissements antérieurs. Une augmentation immédiate des taux d'aide sociale et un assouplissement des règles relatives aux limites des avoirs aideraient de nombreuses familles dans leurs efforts pour devenir financièrement indépendantes.

En tant que premiers ministres, c'est vous qui devrez faire face aux conséquences de la récession, une fois celle-ci terminée. Certains d'entre vous font actuellement preuve de leadership en instaurant des stratégies de réduction de la

pauvreté dans leur province. Terre-Neuve-et-Labrador, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, l'Ontario et le Manitoba – qui représentent plus des deux tiers de la population du Canada – prévoient de mettre en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté ou sont en train de le faire. Ce leadership est bien accueilli, mais il n'est pas suffisamment visionnaire pour relever les défis de la récession mondiale et veiller à ce que le Canada soit en mesure de redevenir prospère après la récession.

La plupart des Canadiennes et Canadiens sont d'avis qu'il est inacceptable de laisser la pauvreté persister chez les enfants et leurs familles. Un sondage de la firme Environics révèle que 90 % des Canadiennes et Canadiens seraient fiers de leur premier ministre s'il prenait les devants en ce qui a trait à la réduction de la pauvreté dans leur province, 88 % veulent que le Canada soit un chef de file dans la réduction de la pauvreté, et 77 % indiquent qu'une récession est une raison de plus pour agir maintenant. Même face à une récession possible, le désir des Canadiennes et des Canadiens de voir leur gouvernement prendre des mesures pour réduire la pauvreté et l'inégalité demeure très ardent.

La pauvreté nous prive de talents essentiels et prive les jeunes de l'occasion de réussir. Nous approchons du 24 novembre – date qui marque le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption unanime par tous les partis en 1989 de la résolution visant à mettre fin à la pauvreté au Canada – et près de 680 000 enfants et familles vivent dans la pauvreté (Revenu au Canada 2007). Il s'agit de 9,5 % de tous les enfants – soit un sur dix. Qui plus est, cette situation prévalait avant la récession. Comme l'a reconnu l'Accord de Kelowna, pour les enfants des Premières nations, les enfants métis et inuits, le taux de pauvreté est considérablement plus élevé. Nous pouvons, et nous devons, faire mieux.

Les provinces et les territoires doivent également relever d'autres défis qui n'ont pas trait à la récession. Un changement démographique aura lieu sous peu en raison de la plus grande vague de départs à la retraite des baby-boomers que le Canada ait jamais connue. Les pressions que subira le marché du travail à l'avenir pour être compétitif à l'échelle mondiale suite à la récession signifient que le Canada aura besoin que tous ses citoyens puissent travailler. En persistant, la pauvreté présente un obstacle à la prospérité future – elle impose une misère exécrable à ceux qui la vivent et elle empêche le Canada de réaliser son plein potentiel.

Le coût de l'inaction politique est très élevé. Selon une analyse récente de l'Ontario Association of Food Banks, le coût de la pauvreté s'élèverait à 38 milliards de dollars par année. Recourir de nouveau à la méthode des années 90 voulant que la population « se serre la ceinture » ne ferait qu'empirer les difficultés qu'entraîne la récession.

Les Canadiennes et Canadiens comptent sur chaque premier ministre du pays pour agir maintenant et prévenir la pauvreté. Ils comptent également sur vous pour mettre de côté vos différences territoriales et rallier le premier ministre autour d'un plan coordonné de réduction de la pauvreté et de lutte contre la récession. En tant que premiers ministres, vous devez assumer une lourde responsabilité, mais vous détenez également beaucoup de pouvoir. Nous sommes convaincus que vous exercerez ce pouvoir en cette occasion très importante et nous sommes impatients d'apprendre les résultats de vos pourparlers à venir.

Cordialement,

Laurel Rothman

Coordonnatrice nationale, Campagne 2000

Et au nom de plus de 120 organismes partenaires de Campagne 2000 partout au Canada (voir liste ci-dessous)

**C.C. :**

Tous les autres premiers ministres et chefs de cabinet des provinces

Tous les ministres des Affaires intergouvernementales

Le très honorable Stephen Harper, C.P., député fédéral, Premier ministre du Canada

Tous les chefs des partis de l'Opposition (palier fédéral) :

M. Michael Ignatieff, député fédéral, chef du Parti libéral du Canada

M. Jack Layton, député fédéral, chef du Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Gilles Duceppe, député fédéral, chef du Bloc Québécois

et

L'honorable Diane Finley, députée fédérale, ministre des Ressources humaines et Développement des compétences  
Canada

L'honorable Jim Flaherty, député fédéral, ministre des Finances

L'honorable Leona Aglukkaq, députée fédérale, ministre de la Santé

L'honorable Josée Verner, députée fédérale, ministre des Affaires intergouvernementales

L'honorable Chuck Strahl, député fédéral, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

L'honorable Jason Kenney, député fédéral, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme